



La Commune



La crise d'en haut

Editorial

Ce 21 octobre, Jacques Chirac réalise que "la fracture sociale menace de s'élargir". Au même moment, les députés votent la réforme de l'allocation des chômeurs en fin de droit, l'ASS. "Cette réforme, lit-on dans Le Monde du 23 octobre suscite l'hostilité des syndicats, des associations, de la gauche et d'une partie de la majorité ". Quelle hostilité ?

Les chômeurs, eux, attendent encore du côté des syndicats, des associations ou de "la gauche" qu'une initiative digne de ce nom soit prise contre cette mesure. Mais, qui sait, les "leaders syndicaux" sont-ils trop occupés à négocier avec le Medef des accords "normatifs" qui "encadreraient" la régression sociale généralisée. Quant aux opposants "sans faille" du PS (NDLR : selon Yannick Le Petit, porte-parole de ce parti), ils sont visiblement trop occupés à siéger dans le "haut conseil pour la réforme de l'assurance-maladie" pour se soucier de la défense des droits des chômeurs.

Pourtant, au même moment, Chirac et Raffarin voient leur "indice de satisfaction" chuter à 40% pour Chirac et à 34% pour Raffarin ⁱ. Du côté du gouvernement, c'est la cacophonie qui l'emporte comme en témoigne la valse-hésitation autour de la suppression d'un jour férié, Raffarin manoeuvrant en recul, tandis que le "numéro 2" du Medef (et frère de Sarkozy) se montre soudain sceptique sur ce projet pourtant chaleureusement salué par le baron Seillière. Ajoutons à cela, outre la fronde de l'UDF, les dissensions que provoque au sein de l'UMP la marche à la régionalisation, de plus en plus contestée par Debré (président de l'assemblée nationale) et Dupont - Aignan (bras droit de Sarkozy) , sans oublier le report de la réforme de l'assurance-maladie. Cet enchaînement de couacs, d'hésitations et de contradictions internes traduit le manque de confiance du gouvernement en lui-même. Ce sont tous les ingrédients classiques d'une crise politique au sommet. Quant à la crise "en bas ", elle est déjà là depuis longtemps.

Au point où nous en sommes, seuls les reniements successifs et les dérobades des directions syndicales et des partis traditionnels du mouvement ouvrier (PS, PC), donnent encore au gouvernement la force de porter des coups francs et des coups bas aux salariés et à la population pauvre. Oui, mais pour combien de temps ?

Modifié le vendredi 17 juin 2005

Voir aussi dans la catégorie Editoriaux

Personne ne nous représente !

Rarement la lutte de classes n'aura autant encadré les élections. Rarement le rejet des partis institutionnels n'aura été aussi fort comme en atteste l'explosion de l'abstention ouvrière... »

Explosions spontanées et débouchés politiques

Toute la situation porte en elle les germes d'une crise révolutionnaire. Sous les coups de butoir de la lutte de classes, la Ve République, ses institutions, ses partis, sont dans un état de... »



La gifle et la manifestation du 12 juin 2021

La gifle assénée à Macron a la vertu de sa clarté corporelle. Peu importe celui qui la lui a donnée : elle illustre de manière cinglante l'exaspération et le ras-le-bol de la population face... »

Un récent rapport de trois économistes du Fonds Monétaire International (FMI)¹ a mis en lumière le lien déjà connu entre épidémies et « troubles sociaux ». »

Notre priorité absolue : un plan d'urgence contre le chômage, la pauvreté et Macron !

Laurent Saint-Martin, député LREM du Val-de-Marne et rapporteur du budget, l'affirme : « les réformes restent d'actualité ». E il précise : « c'est juste le calendrier qui est repensé... »



Ils ne couvriront pas notre colère. Macron, dehors !

Depuis maintenant sept mois, Macron et son gouvernement font la démonstration quotidienne de leur incompétence, de leur irresponsabilité, et de leur incapacité à sortir de la crise sanitaire... »
